8e Année. N° 130. — 25 Juin 1932. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

CÉDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Amnistie pour les fondateurs de la C.G.T. tunisienne!

Les fonctionnaires en bataille

par R. HAGNAUER

LA CAUSE DE LA SITUATION ACTUELLE EN ALLEMAGNE :

L'abandon de la neutralité syndicale

par René BERTHOLET

Notre enquête sur la semaine de 40 heures

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

AMNISTIE POUR LES FONDATEURS DE LA C.G.T. TUNISIENNE !

AUX ANCIENS ABONNES DU « CRI DU PEUPLE ». Le « noyau »

LES FAITS DE LA QUINZAINE.
La victoire des maçons lyonnais. — En Angleterre, comme en Allemagne, comme partout, le syndicat est le seul espoir ! — Le second Reich est mort, mais quel sera le troisième ? — La révolution chilienne et les mines.

LES FONCTIONNAIRES EN BATAILLE. ..... **R. Hagnauer**

PARMI NOS LETTRES.
Le désir d'unité. — A la C.G.T. on en reviendrait des magnats. — Une lettre d'Allemagne. Le front unique. — Le P.C. recrute dans les milieux... littéraires.

CRI DE CHOMEUR ! ..... **Inca Winsten**

L'ABANDON DE LA NEUTRALITÉ SYNDICALE .. **René Bertholet**

NOTRE ENQUÊTE SUR LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL ..... **D. Guérin**

POUR LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME.
Après les élections au Conseil départemental ..... **B. Giauffret**
Une vigoureuse affirmation syndicaliste. — La douleur des sursitaires de la grande guerre.— Au doigt et à l'œil ! — Candidats staliniens contre candidats unitaires. — Pour l'unité syndicale par le redressement de la C.G.T.

A TRAVERS LES LIVRES.
La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne. ..... **R. L.**
Capitalisme et Transports.. **D. Guérin**
Un système qui sombre.... **J. P.**

Amnistie pour les fondateurs de la C.G.T. Tunisienne !

« Profondément attachés au respect de toutes les libertés syndicales... »
(Déclaration ministérielle du gouvernement Herriot).

Le 16 novembre 1925, le « Tribunal Criminel » de Tunis condamnait à un total de 45 années d'exil, comme coupables de « complot contre la sûreté de l'Etat », six hommes, dont le seul crime était d'avoir voulu organiser syndicalement la classe ouvrière tunisienne.

La « Révolution Prolétarienne » a publié in-extenso, à l'époque, l'acte d'accusation (« R. P. » de novembre 25) ainsi que, d'après les compte-rendus du journal gouvernemental officieux, les témoignages produits devant le tribunal et le réquisitoire du ministère public (« R. P. » de décembre 25). Qu'on les relise ! Qu'on en scrute chaque ligne ! Et nous défions qui que ce soit d'y trouver la preuve d'autre chose que de ceci : les accusés ont fondé des syndicats, ils ont relié ces syndicats les uns aux autres au sein d'une organisation centrale syndicale dénommée C.G.T. tunisienne, et ils ont soutenu, du mieux qu'ils ont pu, les grévistes qui firent appel à leur concours.

L'acte d'accusation avait osé prétendre qu'il résultait des rapports des inspecteurs du travail que les dernières grèves auxquelles avaient été mêlés les accusés et qui furent le prétexte de leur arrestation, présentaient un « caractère politique ». Ce mensonge fut réduit à néant par les dépositions mêmes des deux inspecteurs du Travail, l'inspecteur ordinaire et l'inspecteur départemental, qui vinrent déclarer à l'audience que ces grèves, contrairement aux dires de l'accusation, avaient été des grèves purement corporatives (il s'agissait pour les grévistes d'obtenir un salaire de 12 francs par jour !), qui, à aucun moment, ne présentèrent d'autres caractères que ceux habituels à de telles grèves.

Il est vrai que l'accusation avait osé aussi prétendre que les accusés avaient eux-mêmes « avoué » leur crime, qu'ils avaient eux-mêmes « signé » la preuve que leur organisation syndicale n'était qu'un complot politique ; cette pièce-massue, nous la publions ci-contre. C'est le recto de la carte d'adhérent à la C.G.T. tunisienne. Elle était, disait-on, la preuve décisive que la C.G.T. tunisienne complotait le renversement de l'Etat. Vous ne savez pas pourquoi ? Eh bien ! regardez de près, et vous verrez dans le coin à droite du dessin un marteau, et, dans le fond, derrière la gerbe de blé et la charrue, une faucille. La faucille et le marteau, ce sont les outils qui figurent dans l'emblème des Soviets : preuve du complot !

Voilà sur quoi six hommes ont été condamnés ! trois à cinq ans d'exil, trois autres à dix ans !

Les trois premiers ont actuellement achevé leur peine ; des trois autres, l'un, Mohamed Ali, est mort; pour les deux survivants, Moktar el Ayari, secrétaire du syndicat des tramways, et J. P. Finidori, rédacteur de l' « Avenir Social », l'exil dure encore.

Car si l'amnistie qu'a fait voter in-extremis le ministère Tardieu a bien amnistié les condamnés du « complot » alsacien, elle a soigneusement laissé en dehors les victimes du « complot » tunisien. Les uns et les autres avaient été condamnés en vertu des mêmes articles 87 et 89 du Code pénal, mais à ces deux articles l'accusation de Tunis ayant ajouté l'article 91, on laissa soigneusement l'article 91 en dehors de la loi d'amnistie. Ainsi les bourgeois calotins d'Alsace purent être

LA PREUVE DU « COMPLOT »

Dessin figurant sur la carte d'adhérent à la C.G.T. tunisienne

blanchis, tandis que les ouvriers syndicalistes de Tunis restaient condamnés et en exil. Amnistie de classe !

En sera-t-il de même pour celle dont le gouvernement issu des dernières élections a inséré la promesse dans sa déclaration ?

L'article du Code en vertu duquel Moktar et Finidori restent condamnés, vise le complot ayant pour but « d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les habitants à s'armer les uns contre les autres », « en portant la dévastation, le massacre et le pillage... »

Nous vous défions, M. Herriot, vous qui n'êtes point seulement Président du Conseil, mais ministre des Affaires Etrangères, et avez, à ce titre, les affaires tunisiennes dans votre département, — nous vous défions de trouver dans le dossier du « complot » tunisien, la moindre pièce qui établisse, si peu que ce soit, à la charge de la C.G.T. tunisienne ou de l'un quelconque des inculpés, — quoi que ce soit de semblable ; vous n'y trouverez que des pièces établissant leur activité syndicale et leur action de défense ouvrière. Maintenir Moktar et Finidori en exil, ce serait donc signifier que l'organisation syndicale, que des grèves faites pour obtenir un salaire de 12 francs par jour, c'est de la guerre civile !

Tel était en effet, il est vrai, ce qu'on prétendait autrefois, il y a un siècle ! Mais cela est-il conciliable avec votre affirmation qu'il faut « garantir au travail ses droits ».

Et si cela n'est pas conciliable, maintiendrez-vous encore une fois Moktar et Finidori en dehors de ces mesures d'amnistie qui sont décrétées toujours si largement en faveur des fraudeurs et des escrocs ?

LA REVOLUTION PROLETARIENNE.

Aux anciens abonnés du "*Cri du Peuple*"

Camarades,

Ce numéro de la « Révolution Prolétarienne » est le troisième qui vous est envoyé gratuitement en qualité d'ancien abonné du « Cri du Peuple ». Vous y retrouverez, comme dans les précédents, un certain nombre de collaborateurs du « Cri » et nous sommes persuadés que vous lui réserverez bon accueil.

La « R. P. » a repris depuis 1925 les saines traditions de l' « Ouvrier des Deux-Mondes » de Pelloutier et de la « Vie Ouvrière » d'avant-guerre. Elle est une tribune ouverte à tous les syndicalistes qui, en pleine indépendance, veulent étudier les problèmes intéressant la classe ouvrière et son émancipation. Elle travaille à faire prédominer l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti.

Si de dures contingences matérielles, que connaissent tous les journaux prolétariens, ont amené la disparition du « Cri », il n'en reste pas moins que celui-ci a pu résister pendant deux années, réussissant à grouper plus de cinq mille abonnés et de nombreux lecteurs au numéro. C'est cet effort qu'il faut poursuivre, ces résultats qu'il ne faut pas laisser perdre.

Un organe demeure plus nécessaire que jamais pour le redressement du mouvement ouvrier par l'indépendance du syndicalisme et par l'unité syndicale. Il est indispensable que la solide phalange de syndicalistes qui s'était constituée autour du « Cri » ne se désagrège pas. **Il faut donc que tous les abonnés du « Cri » considèrent comme un devoir de s'abonner à la « R. P. »**

C'est à leur intention que nous avons décidé les deux mesures suivantes, que nous vous rappelons :

D'abord, reprendre la parution bi-mensuelle qui se rapproche davantage de la périodicité du « Cri », et permet de suivre de plus près l'actualité syndicale ;

Ensuite, offrir, à titre de compensation, aux anciens abonnés du « Cri », dont le journal n'a pas été servi jusqu'à expiration de leur abonnement, une réduction de **moitié** sur leur premier abonnement à la « R. P. ».

En d'autres termes, **en nous envoyant un billet de 10 francs, montant d'un abonnement de trois mois, nous vous servirons pour ce prix un abonnement de six mois et, en nous envoyant 20 francs, montant de l'abonnement de six mois, vous serez abonné pour un an.**

Le plus simple pour nous envoyer l'une ou l'autre de ces sommes, est de remplir dans n'importe quel bureau de poste, une formule de chèque postal à notre compte : Révolution Prolétarienne, 54, rue du Château d'Eau, Paris. Compte N° 734-99.

Autour de la « R. P. », dont la vie est assurée puisqu'elle combat depuis déjà huit ans et se porte mieux que jamais, autour de la « R. P. », organe du syndicalisme révolutionnaire, camarades, serrons les rangs !

Le noyau de la « Révolution Prolétarienne » :

Aufrère, Barat, M. Chambelland, Charbit, Giauffret, Godonnèche, D. Guérin, R. Hagnauer, J. P. Finidori, Lacoste, Louzon, Maupioux, Ida Met, P. Monatte, L. Nicolas, J. Fera.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La victoire des maçons lyonnais

On peut opposer une digue, avons-nous toujours dit, à la diminution des salaires ; on le peut, si on le veut. La preuve vient d'en être administrée d'une manière magistrale par les maçons de Lyon.

Nous avions signalé dans notre numéro d'avril que ceux-ci allaient avoir à livrer une grande bataille. Le contrat collectif que le Cartel autonome des syndicats du bâtiment lyonnais avait signé avec la Chambre syndicale patronale, après un lock-out de plusieurs mois dont il était sorti vainqueur, avait en effet été dénoncé par la Chambre patronale pour le 8 mai, date de son expiration. Et les patrons ne faisaient point mystère que cette dénonciation avait pour but d'imposer, au 8 mai, une diminution de salaires.

A la veille du 8, le cartel convoqua donc tous ses adhérents à un immense meeting à la Bourse du Travail, qui fut pleinement réussi. Il y fut décidé que, le 8, tous les ouvriers se présenteraient, comme d'habitude, sur les chantiers, mais ne prendraient le travail que sur ceux où aucune diminution ne serait faite ; les autres seraient mis à l'index. Ainsi fut fait, et plusieurs grosses entreprises durent être aussitôt mises à l'index. On organisa alors la résistance. Une cotisation spéciale, fixée d'abord à 2 francs, puis à 5 francs par semaine, fut prélevée sur tous ceux qui travaillaient, afin de venir en aide aux ouvriers des chantiers mis à l'index. Bientôt l'une des entreprises dut capituler, réembauchant sans diminutions de salaires. Ce fut le signal de la fin. La Chambre patronale demanda à entrer en pourparlers, et un mois, presque jour pour jour, après le début de la lutte, un contrat était signé entre le cartel ouvrier et les entrepreneurs de maçonnerie, par lequel l'ancien contrat était prorogé sans modifications, avec les mêmes salaires, *jusqu'au 1er janvier prochain.*

Ainsi, les maçons lyonnais continuent à être l'une des rares corporations qui, depuis le début de la crise, *n'ont subi aucune diminution. Dans les autres branches du bâtiment, la lutte continue, et la solidarité aussi.*

Pourquoi cette victoire remportée, en somme, assez facilement ?

Cette victoire est le fruit, pour une part, des longues luttes passées ; elle est le fait aussi de la puissante organisation du Cartel avec ses multiples organisations (journal, imprimerie, maison du peuple, coopérative de maçonnerie, caisse d'assurances sociales), ses nombreux syndiqués et ses caisses bien garnies ; mais, avant tout, elle est due, comme le dit excellemment « l'Effort », organe du cartel, à ce que celui-ci « sait que pour faire face aux événements, il n'a à compter que sur ses propres forces ». Aide-toi, *reste le secret de toutes les victoires. Les bâtimenteux de Lyon ne comptent ni sur Moscou ni sur Genève ; pas plus sur l'armée rouge que sur le B.I.T. ; et encore bien moins sur les députés et sur les ministres ; ils ne comptent que sur eux-mêmes. C'est pour cela qu'ils trouvent le moyen de vaincre « même quand tout le mouvement syndical s'avère impuissant à résister aux diminutions de salaires ».*

Pour finir, la note comique : depuis le début du mouvement, les staliniens n'ont cessé de traiter de « traîtres », « vendus », « briseurs de grève » les dirigeants du cartel. Ces pauvres types sont décidément devenus complètement gâteux.

En Angleterre, comme en Allemagne, comme partout, le syndicat est le seul espoir !

Une conférence de la section de la laine du puissant syndicat des Travailleurs du Textile d'Angleterre a voté à l'unanimité une résolution ainsi conçue :

Le moment est venu où le mouvement trade-unioniste doit établir un plan de renversement du capitalisme.

C'est là un signe des temps. Que des trade-unions britanniques, d'esprit, hier encore, si conservateur, jalousement cantonnées depuis quatre-vingt ans dans un rôle de pure défense corporative, en viennent à dire ouvertement, non seulement : il faut renverser le capitalisme — mais : c'est aux syndicats à le renverser, rien ne montre mieux comment les idées fondamentales du syndicalisme révolutionnaire français ont progressé, sans qu'on s'en aperçoive. Les syndicats ont un rôle de défense corporative à accomplir, mais ils ont aussi un rôle social ; ils ont à défendre les intérêts immédiats de la corporation, mais ils ont aussi à transformer la société.

Transportons-nous maintenant en Allemagne et vous verrez plus loin ce que dit Berthelet : en Allemagne ce sont les syndicats seuls qui peuvent opposer une barrière efficace au fascisme, parce que seuls ils sont à même de réaliser contre lui le front unique de la classe ouvrière. « On a perdu confiance dans les partis », dit l'un des ouvriers allemands sympathisant communiste interrogé par l'enquêteur de « l'Etincelle », « mais on a conservé sa confiance dans le syndicat ».

Regardez d'un peu près, et vous verrez que c'est

là un sentiment général. Si l'Internationale Syndicale entamait une action pour la prise du pouvoir, elle serait suivie partout.

Pourquoi cela ? — Ce n'est évidemment pas parce que les dirigeants de l'Internationale Syndicale ou ceux des diverses centrales syndicales nationales jouissent d'une confiance particulière, ou que leurs actes passés répondent pour leurs actes à venir ; tout au contraire ! — mais : parce que c'est le syndicat !

Chacun commence en effet à se rendre compte que la vieille forme d'Etat, l'Etat démocratique et parlementaire, ne correspond plus aux besoins actuels, qu'il faut construire un nouvel ordre politique, de nouveaux cadres d'organisation sociale. Et qu'à l'heure actuelle, deux nouvelles formes d'organisation politique seulement s'offrent à nous : le fascisme et le syndicalisme. L'Etat des bureaucrates, ou l'Etat des producteurs. Ou bien un Etat extérieur à la production, formé de bureaucrates et de spadassins tenant sous leur botte sanglante les travailleurs asservis ; ou bien un Etat faisant corps avec la production, l'organisation du travail s'identifiant avec l'organisation sociale, l'Etat se réduisant aux organisations de producteurs.

Or, les partis, tous les partis, représentent le vieil Etat, ou l'Etat fasciste en formation. Voilà pourquoi les travailleurs ne parviennent plus à avoir confiance dans les partis, quels qu'ils soient, tandis que le syndicat reste leur espoir : ils savent que seul organe véritable de leur classe, ce n'est que par lui qu'ils assureront la suprématie de leur classe.

Mais hélas ! certains ne s'aperçoivent pas du rôle immense, du rôle politique et social qui dès aujourd'hui est dévolu aux syndicats, et ce sont précisément ceux qui ont été, à des moments moins critiques, portés à leur direction.

Le second Reich est mort mais quel sera le troisième ?

Il est très difficile, à distance, et même sans doute aussi en Allemagne, d'apprécier quel est le véritable caractère du ministère Papen - Schleicher. Est-ce un ministère chargé de préparer les voies à Hitler, ou, au contraire, de lui barrer la route ?

Sa composition sociale est tout à fait différente de celle de l'hitlerisme. C'est le ministère des hobereaux, le gouvernement des grands propriétaires fonciers de l'est, de la noblesse bureaucratique et militaire de l'Ancien Régime ; l'hitlérisme est, au contraire, un mouvement de petits bourgeois et de chômeurs, financé par les grands industriels de l'ouest. Qu'une coalition soit possible entre tous ces éléments pour abattre le prolétariat organisé, c'est dans l'ordre des choses. Mais qu'elle puisse durer, c'est une autre affaire.

Seigneurs fonciers, capitalistes industriels et petits bourgeois peuvent vivre en relativement bonne intelligence et assurer leur pouvoir commun au moyen de concessions mutuelles, quand la richesse coule à pleins bords, comme ce fut le cas pour l'Angleterre au siècle dernier. La situation extraordinairement privilégiée dont celle-ci jouissait alors dans le monde, lui permettait de satisfaire à la fois aux besoins de ces trois classes ; la « prospérité » était telle qu' « il y en avait pour tout le monde ». Mais tel n'est pas le cas pour l'Allemagne d'aujourd'hui : l'industrie allemande ne peut exporter qu'en battant des concurrents aussi bien armés qu'elle, pour cela, il lui faut produire au meilleur marché possible, ce qui exige que les ouvriers ne paient pas leurs vivres plus cher qu'ailleurs ; or, les propriétaires fonciers ne peuvent tirer quelque revenu de leurs terres que si on assure aux produits agricoles, à l'intérieur du Reich, des prix très supérieurs aux prix mondiaux. Et quant aux petits bourgeois affamés d'Hitler, ils ne peuvent point considérer les privilèges nobiliaires ou les millions des industriels du même œil que le petit bourgeois assuré d'une vie « honnêtement médiocre ». Ajoutez par dessus tout cela le petit paysan propriétaire des états du sud qui représente un quatrième élément, dont les récentes manifestations ont démontré la force, et vous constaterez que la partie est loin encore d'être perdue pour le prolétariat allemand.

La désunion de ses ennemis a des raisons plus profondes que les siennes. S'il sait réaliser son unité, dans ses organismes de classe, et obliger ceux-ci à l'action, Papen, Hitler et Thyssen mordront la poussière.

La révolution chilienne et les mines

Il est encore plus difficile d'avoir une opinion sur le caractère des derniers événements du Chili. Nous avons écrit à des camarades résidant au Chili ; nous espérons pouvoir donner ainsi, un jour, à nos lecteurs des renseignements de première main, mais ce ne pourra être, évidemment, que dans quelques mois.

Cependant, que la question minière ait joué un rôle important dans ces événements, cela ne fait aucun doute. Le Chili est un pays agricole et minier, mais sa production agricole suffit à peine à sa propre consommation ; ses exportations sont constituées presqu'exclusivement par les produits de ses mines qui font de lui l'un des grands fournisseurs du monde. Ce n'est qu'avec le produit de ses mines qu'il peut payer ce qu'il est obligé d'acheter à l'étranger. Sans exportation de ceux-ci, il est quasi-rayé de la carte du monde.

Or, ses produits miniers sont tout juste au nombre de deux : les nitrates et le cuivre. Pour tous deux, il jouit d'une situation unique : ses gisements de nitrate sont les seuls au monde, et ses mines de cuivre sont, avec les mines toute récentes

de Rhodésie, celles où le cuivre peut être extrait au meilleur marché.

Mais, première catastrophe : les gisements de nitrate du Chili sont les seuls au monde, oui ! mais le nitrate est composé d'azote et d'oxygène qui, eux, sont des corps universellement répandus puisqu'existant dans l'atmosphère. Qu'on trouve donc le moyen de faire entrer ces deux corps d'une manière économique en combinaison chimique, et le nitrate naturel deviendra sans valeur. Or c'est ce qui, précisément, est advenu.

Plusieurs procédés de fabrication artificielle du nitrate ont été mis au point, et, depuis la guerre, on fabrique couramment, partout, et en quantités illimitées, des nitrates, aussi bons engrais que ceux du Chili, et... qui coûtent moins cher. Aussi, depuis une dizaine d'années, les mines chiliennes se débattent-elles, désespérément, cherchant par tous moyens à abaisser leur prix de revient : nouveaux procédés techniques, concentration des entreprises, passage des mains des anglais entre celles des américains, etc..., mais rien n'y a fait. Le nitrate artificiel reste le maître du marché.

Mais voici un second coup, presqu'aussi terrible, et, celui-ci, tout récent. Les mines de cuivre du Chili, avons-nous dit, ont l'un des plus bas prix de revient du monde. Elles pouvaient dès lors regarder le développement de la crise assez philosophiquement. Certes, maintenant que le cuivre se vend à quelques cinq cents la livre, leurs bénéfices étaient bien moindres que lorsqu'il se vendait 18 cents, mais cela ne signifiait pour elles qu'un manque à gagner, non leur mort : tant que l'industrie mondiale aurait besoin de quelques tonnes de cuivre, les mines chiliennes seraient celles qui les lui fourniraient, puisque ce sont elles qui pourraient toujours vendre le meilleur marché... A condition cependant que les Etats n'interviennent point.

Or, les mines chiliennes, qui étaient possédées par des américains du nord, écoulaient jusqu'ici toute leur production aux Etats-Unis, seul grand marché du cuivre jusqu'à présent. Et voici que, brusquement, les Etats-Unis — dont les mines de cuivre, extrêmement importantes elles aussi, sont en train de fermer presque toutes parce que leur prix de revient est très supérieur à celui des mines du Chili — établissent, pour protéger leurs mines, un droit de douane de 4 cents par livre de cuivre importé, droit presqu'égal au prix actuel du cuivre. Avec un droit aussi élevé, le marché des Etats-Unis va se trouver fermé pour les mines chiliennes.

Quelques jours à peine après le vote du droit de 4 cents par le Sénat des Etats-Unis, la révolution chilienne éclatait. Il y a certainement là autre chose qu'une simple coïncidence.

CONTRE LA RÉDUCTION DES TRAITEMENTS

LES FONCTIONNAIRES EN BATAILLE

Les fonctionnaires et les employés des services publics n'auront pas attendu pour goûter les fruits de la nouvelle victoire électorale des gauches dont ils ont été les meilleurs artisans.

« Tu l'as voulu, Georges Dandin, et tu n'as même pas l'excuse de l'ignorance ». Les avertissements des éternels Cassandre que nous sommes, appuyés sur les souvenirs encore précis de 1924, n'ont pas manqué. Et cette fois, ils se sont prolongés en échos sonores jusqu'au sommet de la hiérarchie syndicale. En 1924, le bureau de la Fédération des fonctionnaires avait participé directement à la lutte électorale et avait fait confiance à la nouvelle majorité parlementaire.

En 1932, non seulement il s'est tenu hors de la mêlée, mais encore il s'efforce depuis le 8 mai d'écarter les illusions de ses adhérents. C'est une différence appréciable. Il faut avoir l'équité de le reconnaître.

L'ATTAQUE DES GOUVERNEMENTS

Flandin avait préparé, avant les élections, le projet de compression des traitements et indemnités. Il s'en va, la majorité Tardieu étant balayée. Son successeur de gauche met le projet dans son portefeuille ministériel. Tout simplement !

Les promesses électorales sont mortes, arrosées des larmes d'Herriot. Le pauvre homme ne savait pas, ne pensait pas que la situation financière était aussi lamentable. Il suppliait dernièrement une délégation de fonctionnaires de lui trouver les milliards nécessaires. Pourtant le passif budgétaire était connu et précisé, avant les élections. Il fit même honorable figure dans l'actif électoral des radicaux et des socialistes. De quoi faut-il douter ? De l'intelligence ou de la probité du démocrate rondouillard et larmoyant ? Des deux, sans aucun doute.

L'exemple de l'étranger indiquait le processus fatal : la dépression économique se traduisant par un déficit budgétaire ; — le gouvernement travaillant au redressement financier, par la diminution des traitements ; — la crise, loin de s'atténuer, s'en aggravant ; de nouvelles diminutions de traitements suivant automatiquement la première.

La brèche ouverte, il est trop aisé de l'élargir.

Il faut noter le caractère international de ces compressions, international non seulement parce qu'elles se produisent dans tous les pays, mais aussi

parce que c'est **internationalement** qu'on les impose aux Etats en difficulté. On consent des crédits à ceux-ci, contre « **assainissement de leur budget** » et on sait ce qu'implique cette formule. L'Angleterre et l'Allemagne ont sans doute agi spontanément en cette affaire, mais l'Autriche, il y a quelques mois, la Roumanie tout dernièrement ont dû diminuer leurs fonctionnaires, sur l'ordre des nations créditrices et des banques.

En France, c'est sans doute pour combler le déficit, mais c'est aussi pour inspirer confiance aux capitaux que l'on veut restreindre les dépenses et rogner les traitements. Il y a de l'argent qui reste dans les bas de laine, et qu'il faut appeler par des emprunts d'Etat. C'est pour créer l'atmosphère nécessaire à la réussite de ces emprunts, que l'on s'attaque à nous.

« L'aisance » (!?) du « budgétivore » a toujours fait grimacer les épiciers et les culs-terreux. Il faut toujours un personnage diabolique aux pauvres esprits de la petite bourgeoisie. On bouffe du fonctionnaire ici, comme on bouffe du juif ailleurs.

Et Coty, l'homme de la petite bourgeoisie hargneuse, sonne, contre les travailleurs des services publics, le rassemblement autour d'Herriot, l'homme de la petite bourgeoisie larmoyante.

Mais les ouvriers vont-ils se laisser prendre à cette histoire ? Nous pouvons nous inquiéter de réflexions entendues, même hélas ! de la part de militants syndicaux. « C'est bien leur tour ! Nous avons suffisamment souffert. Qu'ils y passent ! »

Croyez-vous donc, camarades, que la haute bourgeoisie, qui, elle, ne poursuit pas de personnages diaboliques, mais veut des satisfactions concrètes, s'inquiète fort des finances de l'Etat. Elle a su, dans le passé, trop bien profiter de leur désordre pour ne pas le souhaiter aujourd'hui. Ce qu'elle veut, c'est que l'Etat lui donne un exemple et un argument, pour diminuer les salaires dans l'industrie privée. Les représentants du Comité des Houillères l'ont nettement déclaré. Et, dans leur dernière proclamation, les grandes associations commerciales et industrielles et les Chambres de Commerce mettent en avant leurs trois revendications parallèles : abaissement des prix de revient, mutilation des assurances sociales et compressions budgétaires.

D'ailleurs, on aurait tort de nous croire indemnes. On n'a pas encore diminué nos traitements, mais on a refusé de les revaloriser. En prenant comme base — acceptée par toutes les commissions inter-ministérielles — les 1800 francs or, nous avions demandé 10800 fr. (1800×6) pour les petits fonctionnaires. Or, ils sont encore à 9000 fr., et le coefficient de cherté de vie dépasse toujours 5. Un instituteur de province débute toujours à 822 fr. 50 par mois. Les deux revendications pour la satisfaction desquelles le Syndicat National des Instituteurs voulait mener seul la bataille en 1929 : **relèvement du socle de base, relèvement du traitement de début,** sont abandonnées, depuis belle lurette. Et ce fut peut-être une faute grave. Notre discrétion a été interprétée comme de la satisfaction.

Pendant les belles années du premier Cartel, nos organisations syndicales (la scission n'était pas consommée dans la Fédération des fonctionnaires) avaient lancé le mot d'ordre : échelle mobile des traitements, ou indemnité supplémentaire mobile selon les fluctuations du coût de la vie. Il sera peut-être utile d'écrire quelque jour l'histoire de cette bataille dont on a fixé l'objectif, mais que l'on n'a jamais engagée. L'heure était à la stabilisation, à la super-fiscalité, aux excédents budgétaires. Nous avons laissé passer, sans réaction sérieuse, cette époque favorable.

Mais jouerons-nous toujours les valets rossés dans cette sinistre comédie ? Après avoir payé les frais de la stabilisation d'hier, encaisserons-nous la responsabilité de l'instabilité d'aujourd'hui ?

PREMIÈRES RISPOTES

Il paraît cependant que l'expérience a servi.

A peine connaissait-on les intentions de M. Germain-Martin, que la réaction de nos syndicats faisait reculer une première fois le gouvernement.

L'honneur en revient d'abord à la Fédération postale confédérée. Elle supporte encore les effets de son beau mouvement de 1930 : des révoqués qui ne sont pas tous réintégrés, une dissidence due au citoyen Baylot, qui faillit devenir député sociaiste (ce qui n'aurait pas enrichi le groupe S.F.I.O. mais aurait débarrassé la corporation postale). Et cependant elle n'hésita pas à menacer le gouvernement d'une nouvelle action, pouvant aller jusqu'à la grève inclusivement. Nos camarades postiers connaissent bien l'actuel ministre des Finances qui, ministre des Postes sous Tardieu, renouvela le geste de Simyan et insulta tout son personnel.

Les débats du congrès des Agents (où Digat posa avec fermeté et clairvoyance la question de l'unité et de l'orientation confédérale) et du congrès fédéral mériteraient un long compte rendu. Et ici la volonté de délégués, immédiatement signifiée au ministre, a autrement de valeur que les protestations de la foule ordinaire des meetings.

De son côté, le Syndicat national (autonome) des Indirectes discutait à huis-clos, des moyens d'action contre la menace gouvernementale.

La Fédération confédérée des Fonctionnaires mène parallèlement deux actions. D'une part, elle alerte tous ses syndicats, tous ses syndiqués. Des assemblées à Paris et en province, des réunions organisées par le Cartel confédéré des services publics ont pour objet de **créer l'atmosphère.** D'autre part, elle a agi auprès des parlementaires et des ministres. Et des délégations pressantes ont fait réfléchir ces derniers, à tel point que M. de Monzie, ministre de l'Education nationale, assurait dernièrement que la question ne pouvait pas encore être soulevée au Conseil des ministres.

Mais le ton de la presse et le trouble de certaines réponses ministérielles prouvent que la haute bourgeoisie n'est pas disposée à abandonner la partie. Si une crise gouvernementale devait en résulter, ce serait, pour elle, faire coup double. Elle porterait au pouvoir, comme en 1926, une équipe plus homogène et plus docile.

Le bureau de la Fédération confédérée ne paraît pas convaincu de l'efficacité de ces conversations. Nous avons lu avec plaisir un article de Charles Laurent, dans la « Tribune du Fonctionnaire » du 11 juin, préconisant la diminution du rendement, autrement dit la grève perlée. Le vendredi 17, à la

Bourse du Travail de Paris, devant les instituteurs confédérés, Neumeyer tenait un langage plus énergique encore. Il envisageait tous les moyens de lutte, jusqu'à l'arrêt complet du travail (en passant par **l'application stricte des règlements**). Il dépendra de nous tous que de telles affirmations ne demeurent pas sans conséquence et sans portée.

La Fédération autonome des Fonctionnaires et le Cartel unitaire des Services Publics ont réalisé un front unique. Le vendredi 17 juin s'est tenu à Paris, salle Bullier, un grand meeting suivi d'une manifestation de rue. Il y eut même quelques bagarres.

Il apparaît donc que sans unité organique, et malgré certains écarts de plume et de parole que l'on pourrait éviter en ce moment, tous les employés des Services Publics sont liés moralement, dans une contre-offensive qui gagnerait évidemment à être organisée et coordonnée.

NOTRE PROGRAMME

Mais il est facile de se mettre implicitement d'accord sur le programme. Il tient en une formule : aucune réduction de traitements ou d'indemnités, ni directe, ni indirecte ; pas d'atteinte aux avantages accessoires qui s'ajoutent aux rémunérations ordinaires.

On a parlé d'abord dans la presse et dans les sphères gouvernementales, d'une diminution générale de 10 % ; — ensuite on a envisagé une sorte de taux progressif (5 % jusqu'à 18.000 fr. de traitement, 7 %, de 18.000 fr. à 50.000 fr., 10 % pour les emplois supérieurs) ; — on parle maintenant de réduire les indemnités de résidence, de fonction, de logement ou de rendement. Manœuvres de division dont nous ne serons pas dupes.

Et nous ne serons pas dupes non plus du dilemme posé : pas de diminution sans baisse du coût de la vie, car une baisse provisoire peut être provoquée artificiellement.

D'autant que la reprise économique, si elle se produit un jour, sera marquée par « un renforcement des cours » — charmant euphémisme qui signifie tout bonnement, par une élévation des prix. Même en supposant que les circonstances nous soient favorables, nous devrions attendre pendant de longs mois — la lenteur de la machine législative étant bien connue — le réajustement de nos traitements aux nouveaux prix.

La scission ajoute sans doute aux difficultés de la lutte. Elle ne rend pas celle-ci impossible. Car, chez les fonctionnaires, elle s'est ordinairement opérée le long des frontières des catégories. Dans la Fédération autonome comme dans la Fédération confédérée, il y a des syndicats de masse. Et, en dehors de la grève totale, il n'existe pas de moyen d'action unique pour tous les fonctionnaires. Les formes de la bataille varient selon les situations.

Nos divisions — toujours déplorables ! — ne sont donc pas aussi désespérantes que dans l'industrie privée.

Pour nous, confédérés, la bataille engagée peut avoir deux autres résultats que le maintien de nos traitements.

Elle nous conduira à modifier une organisation, centralisée à l'excès et plus propre à la documentation et à la collaboration, qu'à l'action directe.

De véritables « Fédérations d'industrie » dans tous les Services Publics au sommet, et de véritables unions de syndiqués (et non plus d'états-majors) à la base. C'est là notre double objectif.

Enfin, la bataille fera de nos militants de véritables syndicalistes. Dans nos réunions — comme dans les assemblées purement ouvrières — de bons camarades parlent trop souvent en consommateurs, en contribuables, en électeurs. C'est cependant en qualité de travailleurs, de producteurs qu'ils sont groupés dans les syndicats. Et la vraie lutte, la seule qui soit efficace et solide, c'est sur le lieu de travail qu'il faut la mener.

Vérités premières du vieux syndicalisme, qu'il convient de rappeler en ces heures de crise, de trouble et de confusion.

Nos camarades du Syndicat des Agents des P.T.T. l'ont dit en termes excellents, dans le dernier numéro de leur organe :

« Le syndicalisme joue une grosse partie. S'il laisse abaisser le standard de vie de la classe ouvrière, s'il ne défend pas le droit à la vie et les réformes obtenues, aussi maigres soient-elles, son affaissement est certain. L'heure n'est plus aux parlottes dans les Commissions. Nos adversaires y sont plus forts et plus nombreux que nous. L'action doit être poursuivie dans les bureaux et sur les chantiers, directement auprès des travailleurs. Si ceux-ci ne répondent pas, si l'atonie demeure la règle, la grande pénitence sera notre juste lot ».

Roger HAGNAUER.

NOUS AVONS REÇU :

MEINS : *L'Espagne en Feu.* (Bureau d'Editions).

Cette brochure est le « *rapport* (si l'on peut dire !) *sur les résultats du voyage en Espagne de la délégation de l'Internationale de la Libre Pensée prolétarienne (I.L.P.P.)* ». Délégués de pensée vraiment libre. Ils pensent que les Asturies font partie du Nord Basque ; et que la Catalogne est géographiquement « séparée de Barcelone ». Ils pensent aussi que « lorsque la dictature militaire prit le pouvoir sous Primo de Rivera, les anarcho-syndicalistes ont, sans même y être invités, dissous leurs syndicats » et que, depuis l'avènement de la République, ces mêmes anarcho-syndicalistes « *ont, de concert avec les socialistes, déclaré que les ouvriers qui dirigeaient les grèves économiques sont des ennemis du peuple* ». Enfin le matérialisme historique est complètement renversé : « une lutte conséquente contre l'Eglise est en même temps *une lutte contre tous les systèmes d'exploitation* ». Autrement dit, l'anticléricalisme suffit à tout, la lutte contre le reflet spirituel de la société remplace la lutte contre les bases matérielles de cette société. A part cela on trouve dans cette brochure moins de catéchisme athéiste qu'on ne pourrait le craindre ; par contre, une bonne dose de catéchisme stalinien.

KNUT HAMSUN : *Pan* (Rieder).

Véritable poëme symphonique. L'amour-sentiment et la sensualité y entrecroisent leurs thèmes mélodiques, mais la trame harmonique est fournie par la forêt boréale où le printemps se déclare comme une fièvre, où le court été passe comme un incendie.

Parmi nos Lettres

Le désir d'unité Un camarade parisien, qui milite depuis longtemps, nous écrit:

J'ai suivi les réunions électorales dans mon XIe arrondissement, les réunions socialistes, les communistes, et quelques autres. En général, beaucoup de monde aux réunions. Beaucoup de jeunes, ouvriers, naturellement. L'atmosphère m'a semblé différente de ce qu'elle était il y a quelques années, et bien meilleure. Entre socialistes et communistes, localement du moins, des discussions, des engueulades, mais, au fond, et très certainement, le désir de discuter, — et, chez les jeunes, le désir d'écouter. Bien plus, le désir (et cela résulte de nombreuses conversations individuelles), le désir de se trouver d'accord. Malgré le ton de catéchisme des porte-paroles orthodoxes, je crois qu'il faut espérer beaucoup de cette jeune génération. Les événements d'Allemagne commencent à faire ouvrir les yeux, — et contre les social-démocrates, et contre les communistes de là-bas, — et aussi contre Moscou. L'unité ouvrière est de plus en plus désirée. Quand elle se fera, le dogmatisme et le caporalisme ne pèseront pas lourd dans les nécessités de la bataille, et nous reviendrons à Lénine d'octobre 17.

*
* *

A la C.G.T. on en reviendrait des magnats Le même camarade nous écrit encore :

A propos de Kreuger, je crois que même dans les milieux réformistes de la C.G.T., on est en train de revenir des magnats comme on est revenu de l'Amérique. C...., que j'ai rencontré hier, me disait que dans la crise économique, les entreprises moyennes bien dirigées ont tenu le coup beaucoup mieux que les affaires à succursales multiples (et pas au détriment des employés).

Que les entreprises moyennes aient mieux résisté à la crise que les grosses, c'est là, en effet, un fait qui crève les yeux. Et c'est sans doute à ce même fait que la France et la Belgique, pays où fleurit surtout la moyenne entreprise, doivent de mieux supporter la crise que les pays du colossal : Allemagne et Etats-Unis.

*
* *

Une lettre d'Allemagne. Le front unique. Nous avons reçu d'une camarade de Berlin appartenant à l'opposition communiste, une lettre sur la situation actuelle en Allemagne :

La classe ouvrière allemande se trouve actuellement devant la disparition de ses dernières conquêtes. Elle n'a plus de temps à perdre si elle veut empêcher le fascisme d'établir sa sanglante dictature. Mais la classe ouvrière est divisée ; si elle ne trouve pas, au dernier moment, la force de s'unir, elle sera vaincue et son sort sera celui du prolétariat italien.

La social-démocratie a enfin abandonné sa politique de « tolérance », sa presse a trouvé des mots « énergiques » pour la prochaine campagne électorale, mais elle ne fait rien pour montrer aux travailleurs la possibilité d'une action extra-parlementaire, et encore bien moins pour l'organiser en vue d'une telle action. Cette action extra-parlementaire, ce serait le rôle du parti communiste de la diriger. Mais c'est là que se montre le terrible résultat de la politique suivie depuis des années. Alors qu'on se vantait, sur le papier, de grandes victoires, et qu'avec l'aide des stratèges du Komintern, on transformait chaque défaite en succès, on se trouve incapable, à l'heure du plus grand danger, d'organiser seulement la plus légère résistance. Le parti communiste essaie, il est vrai, d'introduire de légères modifications dans sa politique syndicale, dans la question du national-bolchevisme, dans sa théorie du social-fascisme, etc... mais il a soin de le faire de manière à ce que la masse de ses membres ne s'aperçoive pas qu'il s'agit là d'une révision de l'ancienne tactique, car, même aujourd'hui, où il s'agit de l'existence pour des années du mouvement ouvrier révolutionnaire, le prestige de la direction du parti et de celle du Komintern passe avant tout.

Le parti communiste continue à lancer ses appels pour le front unique, mais sans succès, car ils ne s'accompagnent d'aucun acte et ne s'adressent pas aux organisations ouvrières ; ils se réduisent en fait à une simple action de recrutement pour le parti communiste. Car le front unique à la base, tel que le parti communiste allemand le proclame depuis des années, suppose comme condition que les ouvriers qui adhèrent au front unique, reconnaissent l'incapacité de la direction du parti social-démocrate et des syndicats, agissent en accord avec les communistes et sous leur direction.

C'est de cette politique de secte suivie depuis des années qu'est sorti cet isolement actuel du parti communiste, qui le rend incapable même de tenter une action anti-fasciste.

*
* *

Le P.C. recrute dans les milieux ...littéraires Une camarade que son métier oblige à fréquenter les grandes maisons d'éditions, nous écrit à propos des élections:

Toutes les voix des admirateurs passionnés du plan quinquennal se sont portés sur les candidats communistes. Voix de jeunes « intellectuels », de snobs, d'esthètes admirateurs de cette « chose colossale » ! A la Nouvelle Revue Française, et dans toutes les maisons similaires, partout dans ces milieux on est très communiste, comme on y était autrefois « Action française ».

Evidemment...

Cri de chômeur !

Nous sommes ceux en haillons,
Auxquels vous avez enlevé la volonté de vivre,
Nous allons
Seuls, sans espoir !

Nos mains, autrefois notre fierté,
Ont gardé leur habileté ;
Nous vivons une vie étrange et méprisable,
Sans volonté !

Pourtant, nous sommes votre hantise,
Spectre inséparable de ce monde.
Nous sommes des hommes qui auraient pu vivre,
Et cela nous a été refusé.
Nous remplissons la terre,
Nuage menaçant qui se déplace,
Faisant l'obscurité sur le soleil,
Sur vous et sur nous !

Inca Winsten.

(traduit de l'anglais).

LA CAUSE DE LA SITUATION ACTUELLE EN ALLEMAGNE

L'ABANDON DE LA NEUTRALITÉ SYNDICALE

Devant la situation actuelle en Allemagne, devant le progrès sans cesse renouvelés de la réaction, une question se pose inévitablement :

Comment se fait-il que la classe ouvrière n'entreprenne rien d'efficace contre l'ennemi qui la menace chaque jour davantage ?

La question devient encore plus angoissante, lorsqu'on sait que là-bas il existe des syndicats formidables, de presque 5 millions de membres, qui ont souvent été des bastions du prolétariat contre les attaques de la grande bourgeoisie industrielle.

Il importe de résoudre cette question car il y a pour le prolétariat du monde entier une leçon à dégager de cette époque tragique. Une leçon qui devra nous servir si nous ne voulons pas que les travailleurs français subissent un sort analogue à ceux de l'Allemagne.

LA NEUTRALITÉ OFFICIELLE DES SYNDICATS

Le réformisme est la cause de la faillite du mouvement syndical allemand, entend-on dire souvent.

Cette affirmation est trop vague, pas assez concrète pour que nous puissions en déduire les points où il faut nous défendre.

Il nous faut nous demander quelles sont les sources, les causes de ce réformisme.

Il est une chose qui frappe dès qu'on examine de près l'action de la C.G.T. et des différentes fédérations syndicales allemandes, c'est celle-ci :

Depuis environ 5 ans les syndicats allemands ont abandonné de plus en plus un principe fondamental de la lutte de classes : ils ont perdu leur indépendance vis à vis des partis politiques.

Cela peut paraître étonnant lorsqu'on connait les décisions prises par la C.G.T. allemande dans ses congrès durant les années qui suivirent la guerre. En 1919, le congrès de Nuremberg se mit d'accord sur la résolution suivante :

La scission au sein du parti social-démocrate met en danger l'unité et la force des syndicats allemands. C'est pour cela que le congrès de la C.G.T. se voit obligé de se prononcer en faveur de la neutralité vis-à-vis des partis politiques. Les luttes entre travailleurs sur des questions politiques ne doivent en aucun cas affaiblir les organes qui représentent les intérêts économiques de la classe ouvrière.

Cette décision est claire. Elle n'a d'ailleurs jamais été officiellement modifiée par aucun congrès de la C.G.T. allemande.

Pareillement, il y a quelques années paraissait un petit livre sur « les syndicats et les partis politiques en Allemagne ». Ce travail était édité par la maison d'édition des syndicats allemands, son auteur était Richard Seidel, actuellement rédacteur à « Gewerkschaft », l'organe hebdomadaire de la C.G.T. allemande. Dans ce petit livre, Richard Seidel parle de la position de Franz Mehring (chef socialiste allemand, mort en 1919) à l'égard des syndicats ; il cite de lui une description des querelles du mouvement ouvrier vers 1860 et de leurs conséquences : « Dans les organisations syndicales, dit Franz Mehring, la

Une manifestation contre la guerre à Hambourg

Guerre aux guerres impérialistes !

Plus jamais de guerre !

lutte des fractions avait des résultats beaucoup plus terribles que dans les organisations politiques parce que ces luttes étaient étrangères au caractère même des syndicats. C'est ainsi que des forces déjà constituées se divisaient sans résultats appréciables. »

Puis Richard Seidel émet son propre jugement :

Mehring... ne jugeait pas seulement ainsi la situation de cette époque, il caractérisait un trait des syndicats qui les différencie en tout temps du parti politique. Ceci est d'une grande importance: en effet, dans cette caractéristique gît l'explication des efforts des syndicats pour bannir de leur sein les querelles politiques, ainsi que la raison du souci qu'ont les syndicats de maintenir leur neutralité vis-à-vis des partis politiques.

Cette position de Richard Seidel est claire, elle aussi. Pas de doute possible, le syndicat ne doit jamais être à la remorque d'un parti.

Comment donc a-t-il été possible de dévier de ce principe qui fait la force de tout syndicat ?

LES TENTATIVES COMMUNISTES

Le mouvement communiste en Allemagne a cherché à gagner les syndicats à son idéologie révolutionnaire. Cela n'est pas tout à fait à condamner, lorsque l'on sait que beaucoup de chefs syndicaux étaient obnubilés par les revendications journalières, et ne songeaient qu'à des réformes dans le cadre de la société capitaliste. Ils avaient obtenu d'ailleurs pas mal d'avantages pour la classe ouvrière ; les salaires avaient été augmentés, l'assurance-chômage acquise. Mais manquant de perspectives, ces chefs ne sentaient pas la nécessité de se préparer à briser le cercle dans lequel la société bourgeoise les enfermait.

Mais les procédés des communistes furent franchement mauvais ; ils portaient tous le stigmate de cette « maladie infantile » dont parle Lénine. Des fractions furent organisées dans les syndicats, les statuts violés, les mots d'ordre **politiques** du parti placés au centre des débats syndicaux. Une scission en résulta ; une C.G.T. rouge fut même, une première fois, créée. Moscou condamna cette action et la rentrée dans les vieux syndicats fut ordonnée. Mais les communistes n'avaient rien appris de cette tragique expérience ; ils recommencèrent 4 ans après, avec ce qu'ils appellent l' « opposition syndicale révolutionnaire ». Et les communistes perdirent toute influence sur les grands syndicats allemands.

LA RÉACTION SOCIAL-DÉMOCRATE

Les social-démocrates constituèrent alors eux aussi leurs fractions ; plus habiles, plus souples, plus travailleurs aussi, ils s'assurèrent les postes de commande, exclurent sans pitié les éléments révolutionnaires coupables d'avoir violé les statuts. De ce fait, des énergies qui s'étaient laissées illusionner par les mots d'ordre révolutionnaires des communistes se trouvèrent éloignés des syndicats. Les social-démocrates comprirent tout l'avantage de cette situation ; ils ne pensèrent plus qu'à leur parti et ils firent des syndicats un rempart pour leur politique.

Voici quelques exemples qui montrent jusqu'où va maintenant la main-mise du parti social-démocrate sur les syndicats.

Aux élections du Reichstag de 1930, la caisse de la C.G.T. allemande versa un million de marks dans la caisse de propagande du parti socialiste allemand.

Lors des dernières élections, les syndicats ont appelé leurs membres à voter pour les mots d'ordre social-démocrates. Pour prendre un exemple que je connais particulièrement, à Cassel, à l'assemblée du syndicat des métallurgistes, un membre du comité central de la fédération des métallurgistes (800.000 membres) fit un discours dans lequel il demandait de voter aux élections de Prusse pour la liste social-démocrate. Sur les murs de la salle il y avait un immense transparent sur lequel était peint : **Avec Otto Braun, votez pour la liste I.** Dans toutes les grandes villes allemandes il en fut de même.

Les manifestations syndicales du premier mai étaient des occasions d'agitation en faveur de la social-démocratie.

Je me rappelle celle de Berlin en 1931. Les syndicats avaient rédigé un appel qui respectait le principe de leur neutralité vis-à-vis des partis. Au Lustgarten, 100.000 ouvriers avaient répondu. Mais, stupéfaction ! C'est le secrétaire de l'organisation sociadémocrate qui fait le discours d'ouverture ; la tribune était entourée de bannières social-démocrates ; la manifestation se termina par un appel invitant les camarades à adhérer aux syndicats et... au parti.

Cette année, à Offenbach, les syndicats organisèrent également une démonstration pour le 1er Mai. L'appel était, là aussi, en accord avec l'indépendance syndicale. Toutes les organisations ouvrières, à l'exception du parti communiste, participèrent à cette démonstration. Mais les discours se terminèrent par des hurrahs en faveur de la social-démocratie ! A la suite de cette malhonnêteté, beaucoup de membres des syndicats quittèrent la démonstration.

Dans presque toutes les villes allemandes se passèrent des faits analogues.

Pareillement, les syndicats ont formé au sein du « front d'airain » des troupes spéciales destinées à combattre par tous les moyens le fascisme. C'est très bien, mais ne peut être membre de ces formations que celui qui fait partie du parti social-démocrate ou en est un sympathisant.

LES RÉSULTATS

Quelles sont les conséquences de cette subordination des syndicats à la politique du parti social-démocrate ?

Dans l'action contre la baisse des salaires, les syndicats se demandent toujours s'ils ne risquent pas de mettre des bâtons dans les roues du char social-démocrate.

Les syndicats se sont pénétrés de l'idéologie du parti social-démocrate, c'est-à-dire qu'ils croient à « la croissance lente vers le socialisme », à « l'état populaire démocratique », etc...

Ces deux facteurs, la dépendance vis-à-vis de la social-démocratie, une idéologie absolument réformiste ont empêché les syndicats de se défendre contre les attaques du patronat qui a réussi à baisser les salaires dans une proportion de 20 à 30 % dans l'espace de moins de deux ans.

L'idéologie réformiste politique a fait craindre aux syndicats, s'ils déclanchaient de puissants mouvements de pression sur le gouvernement, de saper l'autorité de « la République », de « l'état populaire démocratique » !

La subordination au parti-social-démocrate les a empêchés de faire des grèves au moment opportun, grèves qui auraient pu arrêter la vague de baisse des salaires. Il y eut cependant quelques grandes grèves, mais toutes ont été menées sans esprit de lutte, sans hardiesse, sans audace.

L'exemple de la grève des métallurgistes de Berlin, en octobre 1930, en est une illustration typique. Une baisse de salaires de 15 % est annoncée ; sous la poussée de la masse ouvrière, les dirigeants du syndicat berlinois sont obligés de déclarer la grève. 130.000 ouvriers y participent ; presque pas de jaunes; bonne atmosphère ; cette action fait l'effet d'une bouffée d'air frais sur la population ouvrière de Berlin : enfin la lutte, enfin une action contre les prétentions des industriels ! La grève dure 15 jours ; au bout de ce temps elle est étranglée par les dirigeants qui font un compromis scandaleux : rentrée dans les usines aux anciennes conditions, et le conflit sera arbitré par une commission comprenant un délégué syndical, un délégué patronal et un soi-disant représentant neutre. Résultat : une baisse de 8 % qui a force de loi.

Cette grève perdue sans véritable combat fut le signal d'une baisse de salaires générale.

La grève s'était produite en un moment où les chefs des syndicats craignaient de créer des difficultés à la politique social-démocrate qui soutenait activement Brüning. Ils craignaient aussi que cette grève ne se transforme en un conflit politique dont l'issue aurait dépendu d'une question de force entre le gouvernement et le prolétariat.

Cette défaillance a eu des conséquences terribles : la lutte contre le fascisme aurait pu être amorcée par une lutte contre la baisse des salaires. En effet, une lutte bien menée dans l'usine et sur les chantiers aurait réalisé le front unique de la classe ouvrière contre les bandes de Hitler ; elle aurait rendu l'espoir aux prolétaires, qui auraient eu de nouveau confiance en leur propre force.

Plus encore ! Puisque les partis ne pouvaient s'unir, il incombait aux syndicats de prendre l'initiative de créer un vaste mouvement d'unité prolétarienne ; les élections à la présidence du Reich auraient pu être une occasion merveilleuse pour réaliser ce but.

Aujourd'hui, les syndicats pourraient encore peut-être sauver la situation, en proposant des listes uniques de candidats ouvriers aux prochaines élections du Reichstag. Les partis seraient sûrement forcés de suivre, devant l'effet que produirait cette proposition sur les masses ouvrières.

Il n'y a pas beaucoup d'espoir cependant que cela soit. L'ornière semble être trop profonde.

Mais cela ne veut pas dire que les militants doivent perdre courage.

Au contraire, c'est le moment d'insister dans chaque assemblée syndicale sur la nécessité d'agir indépendamment des partis, et de prendre la direction d'un large front unique pouvant englober communistes et social-démocrates, et de faire l'impossible pour résister aux baisses de salaires qui continuent.

Il y a maintenant en Allemagne une volonté sourde parmi les masses ouvrières d'organiser rationnellement la résistance : Déjà, dans plusieurs petites villes, où les centrales n'ont pas beaucoup d'influence, les syndicats ont constitué un front unique sur des bases concrètes : défense contre les agressions des Nazis, démonstrations communes.

A Berlin, où, dans l'alimentation, après deux semaines de grève, on a réussi à enrayer l'offensive du patronat, plusieurs assemblées syndicales ont demandé que la C.G.T. prenne enfin l'initiative d'une action pour la réalisation d'un front unique qui ne soit pas la « chose » d'un parti.

Est-ce que cette volonté encore sourde s'affirmera assez pour balayer tous les vieux préjugés, les querelles et les luttes fratricides ?

Et ne sera-ce pas trop tard pour sauver les dernières libertés ouvrières ?

C'est le tragique de la situation actuelle du prolétariat allemand.

Il faut que celui-ci apprenne cependant le pourquoi de la catastrophe qui le menace.

Il faut aussi que le mouvement syndical du monde entier tire une leçon de cette tragédie : la vieille formule de l'indépendance du syndicat vis-à-vis des partis doit être reprise et popularisée plus que jamais.

René BERTHOLET.

Le front unique par les syndicats

Comme suite à l'article qui précède, voici les résultats d'une enquête faite dans une usine de produits chimiques sur la réalisation du front unique par les syndicats, tels que les publie le « Funke » (l'étincelle), journal quotidien socialiste, indépendant de la social-démocratie et du parti communiste :

Un délégué d'usine appartenant au parti socialiste:

« Front unique sous la direction de la C.G.T., cela ne va pas. Le parti communiste dira: la C.G.T. n'est qu'une filiale du parti social-démocrate. Et puis, si jamais le parti communiste se décidait, il ne tiendrait jamais sa promesse de neutralité politique ».

Moi: *« Que proposes-tu alors ? »*

Le délégué d'usine hausse, résigné, les épaules.

Un conseiller d'entreprise appartenant à l'opposition syndicale révolutionnaire (communiste):

« Front unique sous la direction du parti communiste ».

Un conseiller d'entreprise de la Fédération des métaux (C.G.T.):

« C'est trop tard ».

Trois camarades du parti socialiste ouvrier:

« Front unique sous la direction de la C.G.T., c'est la seule solution possible ».

Un sportif rouge (sympathisant communiste):

« Un tel mot d'ordre lancé par la C.G.T. secouerait toute la classe ouvrière. La C.G.T. jouit encore d'une confiance que les partis social-démocrate et communiste n'ont plus. Il faut que le mot d'ordre soit bientôt lancé; sans cela nous sommes perdus ».

30 à 40 camarades de la C.G.T.:

« Pourquoi notre C.G.T. ne prend-elle pas l'initiative d'une telle action ? Pourquoi n'essaie-t-elle pas de constituer ce front unique si nécessaire? Pourquoi payons-nous nos cotisations si le seul chemin qui permet d'éviter la catastrophe n'est pas suivi ? »

Notre enquête sur la réduction de la durée du travail

Nous avons exposé, en ouvrant notre enquête, (R. P. du 25 mai) comment se pose le problème de la réduction de la durée du travail. Ajoutons-y un post-scriptum. La question est en effet passée — pour quelques heures — du domaine revendicatif sur le terrain politique.

Le programme **minimum** voté par le Congrès socialiste S.F.I.O. le 31 mai et communiqué au parti radical-socialiste, comprenait le passage suivant :

Application de la semaine légale de travail de 40 heures sans réduction de salaires conformément au programme de la C.G.T.

La précision indispensable : « **sans réduction de salaires** », — que l'on voudrait voir figurer aussi catégoriquement au « programme de la C.G.T. » aurait été ajoutée, si nous sommes bien informés, sur l'insistance de Lebas.

Ce à quoi le parti radical-socialiste a répondu le soir même du 31 mai (déclaration lue par Herriot à la réunion plénière du Comité exécutif radical-socialiste) :

Tout en considérant avec certains négociateurs, patronaux ou bien ouvriers, de Genève, que la réduction des heures de travail peut apporter une amélioration au chômage, comment admettre que la législation de la semaine de 40 heures puisse s'opérer autrement que dans le cadre international ? Sinon, par le dénivellement infligé à notre industrie, ce serait son travail qui serait paralysé et réduit dans des proportions telles que le chômage s'en aggraverait.

Le porte-parole de M. Lambert-Ribot oublie à dessein qu'en 1919 c'est le gouvernement français qui prit l'initiative de la journée de 8 heures et qu'il n'eut pas à le regretter, puisque les autres gouvernements durent suivre son exemple. En tout cas, nous voilà fixés : l'homme-qui-fait-monter-la-rente ne réduira pas la durée du travail, à moins que la classe ouvrière ne l'y oblige.

***

Les réponses à notre enquête commencent à nous parvenir, un peu lentement à notre gré, mais il faut laisser aux camarades le temps de la réflexion.

Certains, tout en nous envoyant leur opinion, ne semblent pas approuver le principe d'une « enquête », dans lequel ils ne veulent voir qu'un exercice académique ou journalistique.

C'est ce contre quoi BERT, des communaux, met en garde lorsqu'il nous écrit :

Il faudrait que ce fut autre chose qu'une enquête sans conclusion pratique, sans résultat tangible et sans influence quant à l'action ouvrière. Les camarades qui répondront au questionnaire ne devraient pas borner là leur geste platonique. Ils devraient intervenir avec énergie et persévérance au sein de leurs organisations syndicales respectives, pour secouer l'apathie générale, et essayer de faire sortir le mouvement ouvrier du domaine de la théorie pure.

Sentiment qu'exprime, plus catégoriquement encore, POUSSEL, ancien secrétaire de la fédération unitaire des métaux :

Ce qu'on pourrait discuter, nous dit-il, *c'est la valeur de l'enquête. En effet, elle va grossir le nombre de celles qui ont été faites déjà sur maints sujets. Mais, quel en a été le résultat pratique? Voilà une question qu'on devrait bien examiner. Les militants vont apporter leurs opinions. En passant, on daubera sur quelques uns, ce qui aura pour cause de créer quelques inimitiés nouvelles, on fera une réponse d'ensemble, on classera le tout, et le tour sera joué jusqu'à la prochaine sur un sujet non moins intéressant. Aussi, personnellement, je ne crois pas que la classe ouvrière puisse retirer quoi que ce soit de ce genre d'enquête.*

Ces camarades nous permettront de ne pas partager entièrement leur avis. Sans surestimer, certes, la valeur de ces sortes d'enquêtes, ils devraient convenir avec nous que certaines questions complexes et délicates comme la réduction de la durée du travail méritent, avant toute action pratique, une sérieuse étude. Or, quelle meilleure façon de les étudier que de s'y mettre à plusieurs, que de recueillir et de confronter les avis autorisés de militants appartenant à des corporations, à des tendances différentes ? N'est-ce pas de la véritable démocratie syndicale ? A la « R.P. » on préfère, aux mots d'ordre fabriqués au sommet, le travail collectif à la base.

Par contre, Bert et Poussel ont raison d'insister pour que la discussion ne demeure pas sur le terrain académique. Lorsque la question aura été mûrement débattue — ce qui n'a été fait ni à la C.G.T., ni à la C.G.T.U., — lorsque nous aurons dégagé des opinions recueillies une conclusion commune, alors il faudra passer aux actes.

***

Le questionnaire par lui-même, nous dit également le camarade Poussel, *me semble bien trop long, et si chaque militant voulait s'amuser à développer les questions ainsi posées, combien faudrait-il de numéros de la R. P. ?*

Cette objection serait exacte si nous avions l'idée de publier in extenso, à la suite les unes des autres, **toutes les lettres reçues.** Mais il n'est pas dans notre intention de procéder ainsi. Suivant en cela la suggestion de Giauffret, nous estimons préférable de classer, pour chaque paragraphe du questionnaire, **les avis recueillis** et de donner, pour chacun d'eux, une réponse d'ensemble, en citant les opinions les plus caractéristiques. On y verra ainsi beaucoup plus clair.

Nous invitons donc instamment les camarades à répondre, point par point, à tous les paragraphes du questionnaire. Aux fidèles du « noyau » de la « R. P. », à nos lecteurs habituels, aux anciens abonnés du « Cri du Peuple » qui recevront cette livraison, nous adressons un pressant appel :

Que tous, sans tarder, « coopèrent » à notre enquête !

D. G.

Adresser les réponses à la R. P., 54, rue du Château d'Eau, Paris.

Pour la renaissance du Syndicalisme

DANS L'ENSEIGNEMENT

Après les élections au Conseil départemental

Les élections au Conseil départemental permettent d'éclaircir la situation dans cette corporation.

Le Syndicat national confédéré groupe 139.982 voix, gagnant 4.172 suffrages; il obtient 358 élus (gains: 6).

Les groupements professionnels, plus ou moins jaunes, sont en régression; ils n'ont plus qu'une élue.

Première conclusion: le mouvement d'action directe tenté l'an dernier (grève des examens) n'a point rejeté le personnel vers les groupements réactionnaires.

Quant à la Fédération Unitaire de l'Enseignement, elle n'a que 11 élus.

Sur 370 élus, 11 unitaires ! Et encore sur ces 11, faut-il dire que 6 ont fait, malgré les ordres des dirigeants, tant ceux du Syndicat national que ceux de la Fédération unitaire, liste commune avec le Syndicat national. Ce sont les sages qui refusent de se battre sous l'œil de l'administration.

Si nous passons au détail nous lisons dans l'organe du Syndicat national:

Les Unitaires présentèrent des candidats dans 47 départements. Ils gagnent quelques suffrages — minimum 2, maximum 92 — dans 13 départements, dont 5 n'avaient jamais connu de candidature unitaire. Leur position est affaiblie dans 34 départements où leur perte est sensible: plus de 6.500 suffrages.

On voudrait en douter. L'*Ecole Emancipée*, organe de la Fédération unitaire, ne permet aucune comparaison et se contente d'avouer un recul des voix dans l'ensemble.

Un seul département tient le coup, l'*Ardèche*, car les gens de la « troisième période » n'y ont pas sévi très sérieusement et n'y ont pas déclanché la chasse aux socialistes, aux « droits de l'hommard » qui s'est courue ailleurs. Mais déjà les agissements électoralistes de la C.G.T.U. viennent d'y provoquer un remous. Quatre socialistes ont démissionné bruyamment en voyant le secrétaire de l'Union régionale, Doucet, candidat du P.C., mener l'attaque contre le candidat socialiste. Ils se refusent à entretenir de leurs sous le fonctionnaire syndical qui se mue pour les combattre en fonctionnaire du parti communiste. Ils percent la combine: la C.G.T.U. entretient les cadres du P.C.; ce sont les beautés de cette *Direction Unique* que la voix émue du centriste Dommanget faisait accepter à la majorité du Congrès de Grenoble, malgré les protestations des minoritaires.

Une dizaine de syndicats groupent un nombre de voix assez important (20 à 25 % des votants); la plupart des autres résultats sont insignifiants. Les plus durs échecs sont constatés chez les orthodoxes, en particulier chez les extra-purs de la Seine qui groupent environ 200 voix unitaires sur 9.000 inscrits !

L'échec brutal des unitaires traduit d'abord le désir d'unité syndicale mais il traduit surtout, croyons-nous, la répulsion des instituteurs contre les méthodes implantées dans la Fédération par les Staliniens. Trois ans d'injures, de mensonges, de surenchères, de sabotages, les dégoûtants spectacles de Marseille 1930, et de Limoges 1931 (débat sur l'Internationale) portent leurs fruits; ils sont amers.

Laissons le secrétaire fédéral unitaire, centriste, nous peindre les résultats de l'offensive des staliniens contre la Fédération:

Disons-le nettement: les âpres luttes de tendances et les mœurs brutales instaurées par les tenants de la « Troisième période », empêchent tout travail sérieux. Nous pourrions citer maints exemples pris dans nos propres syndicats...

Quand on doit se tenir sans cesse sur ses gardes pour éviter toute manœuvre plus ou moins sournoise d'un adversaire de tendance qu'aucun scrupule n'arrête, il est difficile d'avoir la sérénité d'esprit nécessaire pour faire du bon travail.

Les attaques fielleuses et les calomnies jettent la désunion et sèment les rancunes parmi les militants. La lassitude et le dégoût s'emparent des uns et des autres.

La masse écœurée et désorientée se replie sur elle-même.

L'organisation syndicale, même quand elle a le vent en poupe comme à l'heure actuelle, au lieu de grandir et de gagner du terrain, piétine, recule et parfois périclite.

Voilà le bilan du sectarisme forcené !

Et ce n'est pas fini.

Sous la conduite de Bouthonnier, l'œuvre de démolition se poursuit. Presque chaque semaine, ce dernier, dans la *Vie Ouvrière*, aboie aux chausses des centristes-trotskystes et s'efforce de les dresser contre les minoritaires qui restent fidèles à la Fédération, il s'agit de pousser au départ ces minoritaires, il s'agit d'écœurer le plus de gens possible, pour préparer, en Ardèche et ailleurs, le règne des Staliniens sur des ruines. Le numéro de mai du *Travailleur de l'Enseignement* (16 pages) est presque entièrement consacré à préparer la lutte contre les camarades centristes et minoritaires; et sur quel ton:

D'ores et déjà tous les partisans de la majorité confédérale doivent se considérer comme mobilisés pour briser net leurs tentatives criminelles. (P. Bouthonnier).

On va tout faire pour créer l'atmosphère de pogrom dans la Fédération contre les militants partisans de la C.G.T.U.... (Barne).

Tentatives criminelles !

Atmosphère de pogrom !

Cela promet un joli Congrès de Bordeaux !

*
* *

Libre après cela au centriste Bouët de céder aux pressions de Bouthonnier et d'écrire que les Cornec, Allot, Thomas ont quitté la Fédération par orgueil et amour-propre froissé ! Encore un pas, et, après *orgueilleux*, on pourra écrire les *aigris*, les *fatigués*, puis un autre pas, et on écrira les *paniquards*, les *scories*, grâce à quoi les staliniens riront un bon coup.

Insister serait cruel.

Abordons brièvement et objectivement un problème sérieux. A l'unité syndicale de classe groupant réformistes et révolutionnaires ,ce qui n'est point l'unité corporative chère aux gens sans doctrine ni l'unité révolutionnaire chère à l'état-major de la C.G.T.U., il n'y avait qu'une solution correcte: le congrès de fusion.

Remarquons qu'encore en 1930, les centristes prétendirent que cette unité n'était point *souhaitable* dans un manifeste quelque peu fameux.

En 1931, ils boudèrent au congrès de fusion tout en l'acceptant du bout des lèvres.

Mais en 1932 ils souhaitent cette unité et veulent le congrès de fusion. Toujours en retard de quelques années sur les événements.

La solution « congrès de fusion » est écartée par les deux états-majors confédéraux et par les moutons conformistes qui les suivent en grognant.

A cette heure, il n'y a plus de bonne solution. Chacun erre à la recherche de l'unité.

Cornec et Thomas croient devoir la réaliser corporative et départementale. Erreur sans doute. Les unitaires forment, après leur départ, un groupement minuscule, dont toute la puissance consistera de dire à chaque insuccès corporatif: « C'est la faute à Cornec et au syndicat national ».

Les centristes croient devoir se cramponner à la C.G.T.U. et aussi quelques-uns de nos amis minoritaires. Pourquoi faire ? Ecoutez-vous, Bouët: « *Que nous ne puissions faire*

merveille actuellement dans la corporation, nul ne le conteste. Du moins devons-nous rester nous-mêmes, et tenir, et nous réserver l'avenir. » Tenir, tenir, jusqu'au bout... Pourquoi faire puisque le secrétaire général vient de dire que tout travail sérieux est impossible ? Attendre que la grâce touche Moscou ?

Personnellement, j'ai cru trouver une solution en étant à la fois aux deux syndicats. A l'usage, je m'aperçois qu'on n'aboutit qu'à être suspect dans les deux camps et inutile partout.

Un copain, au contraire, n'a rien trouvé de mieux que de tout quitter. Il pense: « Le seul moyen pour se débarrasser de tous les états-majors et pour que le populo reçoive la ration de coups de pied au derrière qui le réveillera ». Oui, mais s'il se réveille sous la botte ?

Chacun cherche une solution « *d'attente* » dans une situation qui ne permet pas d'attendre. Voilà en quel désordre nous ont plongés les savants états-majors confédéraux qui nous gouvernent pour le plus grand bien de la bourgeoisie.

Voilà pourquoi, Bouët, les syndicalistes honnêtes doivent se garder de polémiques personnelles. Le chemin est dur à trouver, sauf pour ceux qui sont décidés à persévérer dans ce syndicalisme de secte qui réduira la Fédération unitaire à être le Syndicat unitaire de la Seine multiplié par 50. Et zéro même multiplié par 50 ce n'est pas grand chose !

B. GIAUFFRET.

Une vigoureuse affirmation syndicaliste sera faite au Congrès de l'Enseignement

Après approbation des militants syndicalistes de l'Enseignement, tant de ceux qui ont quitté récemment la Fédération Unitaire pour aller défendre le syndicalisme révolutionnaire au sein du Syndicat National, que de ceux qui sont restés à la C.G.T.U. la minorité syndicaliste de la Gironde a décidé de présenter au Congrès fédéral de Bordeaux la motion suivante, qui sera très certainement défendue par tous les militants syndicalistes de l'Enseignement dans les assemblées générales de leurs syndicats :

La «MINORITE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE» condamne, comme elle l'a fait dans les précédents congrès, le syndicalisme de secte de la C.G.T.U. et la domestication totale du mouvement syndical par des politiciens, s'élève contre la participation étroite de la C.G.T.U. à la campagne électorale et les violations cyniques de l'article 7 des statuts; estime que les déviations constatées dans les deux centrales syndicales viennent de la subordination flagrante ou déguisée du mouvement syndical à des formations politiques, que ces déviations seront inévitables tant qu'on attribuera au parti — quel qu'il soit — un rôle supérieur à celui du syndicat et qu'il importe de rendre au syndicalisme, seule organisation de classe des travailleurs, *sa véritable place dans l'échelle des valeurs révolutionnaires, c'est-à-dire la première ;*

Ne peut suivre « l'Opposition Unitaire » qui ne voit dans le syndicat que « l'école primaire du prolétariat » (1), *se refuse à espérer un redressement du mouvement syndical par la substitution au parti communiste actuel d'un « bon parti », encore inexistant, qui serait le guide éclairé du prolétariat et dont « le rôle dirigeant s'affirmerait sans être proclamé »* (1) *retrouve dans l'opposition unitaire les mêmes doctrines dont les communistes orthodoxes ont tiré présentement les résultats que l'on connaît et met en garde les travailleurs contre des thèses dont l'aboutissement logique est le syndicalisme de secte actuel.*

La « Minorité Syndicaliste Révolutionnaire » tient à préciser sa position à l'égard des partis. Averti par les expériences présentes, un syndicalisme unifié ne peut certes empêcher des syndiqués de se réunir en fractions, mais si ces fractions, suivant aveuglément des mots d'ordres extérieurs, essaient de conquérir le mouvement syndical pour le compte d'un parti politique, le devoir est de dénoncer devant l'ensemble des syndiqués ce travail de subordination et de lutter énergiquement pour l'indépendance. De même, si le syndicalisme peut s'associer temporairement à des groupements extérieurs en vue d'actions précises, il doit conserver le contrôle et la direction de ces actions qui, en aucun cas, ne doivent servir de tremplin à des politiciens, quels qu'ils soient. La minorité pense que, seul, un syndicalisme révolutionnaire unifié est apte à toutes les tâches que nécessite l'émancipation des travailleurs. Lui seul représente, à chaque moment, les intérêts immédiats et lointains de la classe dont il est l'expression la plus directe; lui seul peut, au lendemain de la révolution, empêcher que la violence nécessaire à l'égard des classes dépossédées, ne dégénère en la dictature hypocrite d'une fraction politique sur l'ensemble des travailleurs.

(1) Discours de Rollo au congrès de Limoges.

DANS LE LIVRE

La douleur... des sursitaires de la grande guerre

Du *Réveil Typographique* du 1er juin, jeune et vaillant organe du Comité de vigilance de la 21e section de la Fédération confédérée du Livre, ces lignes de Paul Meyer, sur la mort d'Albert Thomas:

Le 10 Mai 1932, dans Le Populaire, *parut une note dont nous extrayons les lignes suivantes :*

« La reconnaissance de la classe ouvrière doit s'affirmer en ces pénibles circonstances.

« Albert Thomas a su la servir et la défendre. Donnons-lui un suprême adieu en nous rendant tous à Champigny ».

MM. Guiraud et Lefèvre, les propres délégués de l'Union des Syndicats Confédérés de la Région Parisienne, prient ainsi les militants et les adhérents de celle-ci de prendre part à la profonde douleur ressentie par les sursitaires de la grande guerre et les ronds-de-cuir du Bureau International du Travail.

... Nous sommes restés sourds aux appels des uns et des autres. Nous n'avons même pas voulu saluer la dépouille de celui dont on regrette le départ prématuré.

Il nous est impossible d'oublier, en effet, nos anciens compagnons de lutte partis avant l'heure, bien avant l'heure, parce que des gens comme Albert Thomas avaient organisé le massacre méthodique de la jeunesse européenne.

Lorsque, par la pensée, nous nous attardons à cheminer entre les fosses où furent ensevelis nos amis, victimes de la boucherie, nos yeux restent secs : des larmes seraient inutiles et exprimeraient simplement de la faiblesse ou de la décrépitude. Mais, si nous ne pouvons pas toujours faire entendre notre cri de révolte, nos regards courroucés se dirigent invinciblement vers ceux qui, pendant la grande tuerie, avaient transformé nos organisations syndicales en sociétés patriotiques ou de sauvetage.

Au doigt et à l'œil !

Le Comité syndical de la Chambre syndicale de la Typographie parisienne (21e section du Livre confédéré) a décidé de demander à ceux des adhérents qui travaillent de verser, à titre de solidarité pour les chômeurs, une somme de 3 fr. par semaine pendant deux mois.

On ne peut qu'applaudir à ce geste.

Mais pourquoi les camarades du 20 rue de Savoie, dans leur circulaire du 1er juin, gâtent-ils leur initiative par cette phrase malheureuse: « *Ceux qui élèveraient des objections...* devront être signalés à l'organisation *qui prendra les mesures que comporte la situation...* » ?

Un syndicat n'est pas une secte politique et les objections — même mauvaises — y sont admises. Puisse la 21e section du Livre lutter avec la même énergie pour arracher aux pouvoirs publics l'augmentation des secours de chômage !

CHEZ LES MINEURS DE LA LOIRE

Candidats staliniens contre candidats unitaires

Lors des récentes élections de délégués mineurs, les staliniens du syndicat unitaire des mineurs de la Loire décidèrent, en remarquables observateurs de la discipline syndicale (!) d'opposer leurs propres candidats aux candidats de leur propre syndicat ! Cela parce que le syndicat des mineurs de la Loire est minoritaire !

Il s'en suivit que dans presque tous les puits trois candidats se trouvèrent en présence : le candidat unitaire (minoritaire), le candidat confédéré et... le candidat stalinien.

Voici les résultats :

Sur 17 puits où les délégués furent élus au premier tour (dans 3 il y eut ballotage), le syndicat unitaire a eu ses candidats élus dans 10 puits, le syndicat confédéré a eu les siens élus dans 4 puits, les staliniens dans 2 et les indépendants dans un.

Le syndicat unitaire, dont le secrétaire est notre camarade Arnaud, garde donc toujours, aussi bien contre le réformisme que contre le stalinisme, la pleine confiance de la majorité des mineurs de la Loire.

DANS LES POSTES

Pour l'unité syndicale par le redressement de la C.G.T.

Le principal intérêt du Congrès du syndicat confédéré des agents des P.T.T. qui s'est tenu au début de ce mois, a résidé dans le vote d'une motion relative à l'unité qui fut acquis à l'unanimité, par acclamations, après un discours de Digat acclamé par le Congrès et dont la publication in-extenso fut décidée.

Voici le passage essentiel de cette motion:

Le Congrès considère que la reconstitution de l'Unité serait facilitée par une action syndicale plus audacieuse, basée sur l'autonomie, la pleine indépendance des organisations ouvrières vis-à-vis des forces capitalistes, des gouvernements et des partis politiques.

Unité grâce à l'indépendance à l'égard des partis, des gouvernements et des magnats, c'est ce qu'avait proclamé le Comité des 22, et c'est ce que reprend unanimement le puissant syndicat national des agents. Bravo !

En outre, le blâme implicite déjà contenu dans le paragraphe ci-dessus à l'égard de la politique des organismes centraux confédérés, est encore accentué par les deux paragraphes suivants de la motion, que voici :

Le Congrès constate que les exigences des forces capitalistes sont, pour une large part, déterminées par la passivité des organisations centrales qui ne fait que développer, justifier l'indifférence, le scepticisme dont les travailleurs témoignent à l'égard des organisations syndicales.

Il est fermement convaincu que la raison d'être du mouvement syndical, c'est l'opposition permanente, sur tous les terrains, des travailleurs contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Et enfin, pour finir :

Aucune force extérieure, ne peut sauver la classe ouvrière; c'est en elle, en elle seule, qu'elle porte l'espérance du salut.

Malheureusement, au Congrès de la Fédération postale qui suivit, la motion adoptée sur le même sujet fut beaucoup moins nette.

A travers les Livres

L. Trotsky : LA RÉVOLUTION ALLEMANDE ET LA BUREAUCRATIE STALINIENNE (Rieder).

Trotsky est avant tout un homme d'action. Devant une situation comme l'actuelle situation allemande qui commande impérieusement l'action, il ne pouvait pas ne pas voir qu'il fallait agir, agir à tout prix, et par le seul moyen selon lequel le prolétariat allemand pouvait agir avec chance de succès: par le front unique. Front unique contre Hitler ! tel est le leit-motiv de la série d'articles qui constitue le volume qui vient de paraître chez Rieder. Livre en faveur du front unique, et contre la bureaucratie stalinienne qui l'empêche.

Incidemment, Trotsky exprime à nouveau, en quelques phrases très nettes, les idées bolcheviques sur les rapports de la classe et du parti. « *La classe, prise en soi, dit-il, n'est qu'une matière d'exploitation. Le rôle propre du prolétariat commence au moment où, d'une classe sociale en soi, il devient une classe politique pour soi.* Cela ne peut se produire que par l'intermédiaire d'un parti. »

Les premières phrases sont tout à fait justes, mais on aimerait à avoir une démonstration de la dernière: qu'une classe ne peut parvenir à la conscience d'elle-même que « par l'intermédiaire d'un parti ». Toutes les classes qui ont précédé le prolétariat, notamment la bourgeoisie, sont en effet parvenues à la conscience et au pouvoir, *sans l'intermédiaire d'un parti*, sans savoir même ce que c'était qu'un parti.

Où était, par exemple, le parti de la bourgeoisie en 1789, et quelle classe fut cependant jamais plus prête à faire sa révolution que la bourgeoisie française à cette époque ?

Loin d'apparaître dans l'histoire comme la forme sous laquelle les classes prennent conscience d'elle-même, les partis ne s'y montrent, au contraire, que comme des organes particuliers au régime démocratique, comme les formes dans lesquelles la démocratie, et particulièrement la démocratie bourgeoise, entend enfermer, afin de les refréner, les luttes de classes. Réduire les luttes entre les classes à de simples luttes entre partis, tel est le grand objectif que se donne la démocratie. Mais la classe ne prend au contraire conscience d'elle-même qu'en refusant de se réduire à l'état de parti, qu'en menant sa lutte directe de classe à classe en dehors des cadres et des formes dans lesquelles la classe dominante cherche à renfermer la vie politique, et par le moyen des organes qu'elle s'est créée personnellement, non par ceux qu'elle aurait à emprunter à ses adversaires.

C'est pourquoi le syndicat, organe de classe du prolétariat, est non seulement celui qui lui permet de se défendre au jour le jour, mais aussi celui qui lui permet de prendre conscience de lui-même, de devenir une « classe pour soi ».

R. L.

Jules Moch : CAPITALISME ET TRANSPORTS (Valois).

On se souvient du rapport déposé à la tribune du parlement par Jules Moch, à l'appui de son projet de déchéance des grands réseaux. C'est un résumé de ce travail que publie aujourd'hui l'auteur, résumé clair et didactique, destiné au grand public et qui répond utilement, à l'aide d'arguments et de chiffres judicieusement mis en valeur, à la coûteuse propagande des magnats du rail

Le chapitre le plus réussi, le plus frappant, est sans doute celui où Moch dissèque impitoyablement l' « oligarchie industrielle » que constituent les administrateurs des grands réseaux:

La concession n'est plus qu'une enseigne derrière laquelle les usagers ou les contribuables sont exploités au profit de groupes financiers fortement organisés... L'organisation des réseaux constitue la construction-type du capitalisme moderne, tant par l'enchevêtrement des intérêts des sociétés associées que par la concentration des moyens d'action du capital entre les mains d'une très petite oligarchie... Attaquer le comité

de direction des chemins de fer, c'est heurter toute l'industrie lourde et la finance du pays.

Veut-on quelques exemples de cette redoutable « communauté d'intérêts » ? 105 administrateurs de grands réseaux détiennent 700 sièges dans les conseils d'autres sociétés. Et réciproquement les banquiers détiennent la *majorité absolue* (53 % des sièges) dans les conseils des réseaux. Le fameux « déficit » n'est-il pas une providence pour les établissements de crédit, chargés de placer les obligations de chemins de fer ? Quant au Comité des Forges, au Comité des Houillères, aux grands trusts d'électricité, ils sont représentés respectivement dans les conseils par 25, 39 et 36 administrateurs. Fournisseurs ou banquiers d'un côté, régisseurs irresponsables de l'autre, ces messieurs remplissent leurs poches sur le dos du contribuable.

Je ne ferai qu'un reproche à Jules Moch, c'est de sembler croire qu'il y a là quelque chose de nouveau. Le pillage date de l'origine même des chemins de fer: il suffit, pour s'en assurer, de lire l'étonnant « Manuel du Spéculateur à la Bourse » de Proudhon.

Ce qu'on peut dire, c'est qu'il a atteint aujourd'hui son degré maximum. D'où la situation catastrophique que les magnats du rail voudraient faire retomber sur leurs exploités: « Traitements *inférieurs au minimum vital en bas de l'échelle*, souligne Jules Moch, triples et quadruples du plafond des fonctionnaires au sommet, telles sont les caractéristiques de la rémunération du travail sur les réseaux. » Et il jette ce cri d'alarme:

La baisse des salaires des cheminots et des fonctionnaires serait le signal de l'accentuation de la baisse générale des salaires de toutes les industries, que le capitalisme rêve d'imposer à un prolétariat divisé et trop faiblement organisé dans ses syndicats.

La conclusion « constructive » de Jules Moch, déchéance des réseaux et nationalisation industrialisée, avec participation — j'allais écrire *collaboration*, — de la C.G.T., de la fédération des coopératives de consommation et des « *grandes associations patronales* » doit, par contre, être vigoureusement combattue.

Après avoir solidement démontré que la crise des chemins de fer, que le rôle joué par l'oligarchie du rail sont des « phénomènes découlant de l'évolution même du régime » — démonstration qui donne à *Capitalisme et Transports* une indéniable valeur théorique — l'auteur affirme que « *l'heure est venue d'imposer* (dans le sein de ce régime) *une vaste réorganisation* »... Après avoir dénoncé le rôle joué par le Comité des Forges et le Comité des Houillères dans le pillage des grands réseaux, il veut réintroduire l'oligarchie patronale dans le conseil tripartite du réseau nationalisé ! Ce serait une véritable duperie. Les cheminots feront mieux de reconstituer une puissante fédération unique, agissant et revendiquant, plutôt que d'aller siéger, autour d'un tapis vert, avec MM. de Peyerimhoff et de Rothschild.

D. GUÉRIN.

Lucien Laurat : UN SYSTEME QUI SOMBRE (L'Eglantine).

Un ouvrage intéressant, réunion de divers articles sur des questions d'actualité : la dislocation allemande ; les réparations ; l'économie anglaise ; l'or, la monnaie et les prix; salaires et chômage ; la crise — sans oublier en appendice d'importantes citations de Marx et d'Engels sur les crises. Toutes ces questions sont naturellement traitées à la lumière des conceptions marxistes. Leur réunion en volume était une heureuse idée, assurée d'un succès mérité à l'heure où la crise a développé dans le public, pour les questions économiques, un intérêt inconnu depuis des décades. La brièveté de ces lignes ne nous permet pas plus un « compte-rendu » qu'une « critique ». Indiquons seulement qu'au cours de la lecture nous fûmes la plupart du temps d'accord avec l'auteur. Heurt seulement sur quelques points comme sa conception des « débouchés » et l'idée qu'il se fait du milieu « non-capitaliste ».

J. P.

FAITS & DOCUMENTS

Le chômage, origine de la dictature stalinienne

Dans **la Révolution allemande et la Bureaucratie stalinienne,** Trotsky consacre à la situation actuelle en U.R.S.S. l'intéressante page que voici :

La participation des travailleurs eux-mêmes à la direction du pays, de sa politique et de son économie, le contrôle effectif sur la bureaucratie, la croissance du sentiment de responsabilité des dirigeants envers les dirigés, tout cela produirait un effet incontestablement favorable sur la production même, diminuerait les frottements intérieurs, réduirait au minimum les zigzags économiques si coûteux, assurerait une plus saine distribution des forces et des moyens et, en dernier ressort, augmenterait le coefficient général du développement. La démocratie soviétique est avant tout une nécessité vitale de l'économie elle-même. Au contraire, le bureaucratisme recèle en lui de tragiques surprises économiques.

Observant dans son ensemble l'histoire de la période des épigones dans le développement de l'U.R.S.S., il n'est pas difficile d'arriver à la conclusion que la prémisse politique fondamentale de la bureaucratisation du régime fut la fatigue des masses après les secousses de la Révolution et la guerre civile. Dans le pays régnaient la famine et les épidémies. Les questions de la politique furent reléguées au dernier plan. Toutes les pensées se dirigeaient vers le morceau de pain. A l'époque du communisme de guerre, tout le monde avait une ration de famine égale. Le passage à la N.E.P. apporta les premiers avantages économiques. La ration devint plus abondante, mais tout le monde n'en bénéficiait pas. L'instauration de l'économie des marchandises amena le calcul du prix de revient, la rationalisation élémentaire, le licenciement des usines des ouvriers en surnombre. Les succès économiques marchèrent longtemps au même pas que la croissance du *chômage*.

Il ne faut pas l'oublier un seul instant: le renforcement de la puissance de l'appareil s'appuya sur le chômage. Après les années de famine l'armée de réserve faisait peur à chaque prolétaire à l'étau. L'éloignement des usines des ouvriers indépendants et d'esprit critique, les listes noires des oppositionnels devinrent un des instruments les plus importants et les plus efficaces entre les mains de la bureaucratie stalinienne. Sans cette condition, elle n'aurait jamais réussi à étouffer le Parti léniniste.

Les succès économiques ultérieurs amenèrent graduellement la liquidation de l'armée de réserve des ouvriers industriels (le surpeuplement agraire masqué par la collectivisation conserve encore toute son étendue). Aujourd'hui l'ouvrier industriel ne craint déjà plus d'être jeté à la rue. D'après son expérience quotidienne il sait que le manque de prévoyance et l'arbitraire de la bureaucratie lui rendirent difficile la solution des problèmes. La presse soviétique dénonce les différents ateliers et usines qui ne donnent pas un champ suffisant à l'initiative ouvrière, à l'esprit d'invention, etc.: comme si l'on pouvait enfermer l'initiative du prolétariat dans les ateliers, comme si les ateliers étaient des oasis de démocratie dans la production, entourées d'un étouffement complet du prolétariat dans le Parti, dans les Soviets et dans les syndicats !

La conscience générale du prolétariat n'est pas du tout la même qu'en 1922-1923. Le prolétariat a crû numériquement et culturellement. Ayant accompli le gigantesque travail de la renaissance et du relèvement de l'économie, les ouvriers ressentent la renaissance et le relèvement de la confiance en eux-mêmes. Cette confiance intérieure grandissante commence à se transformer en mécontentement contre le régime bureaucratique.

LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET Cie
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Victor SERGE

L'An I de la Révolution Russe

(1917-1918)

Un volume, in-16 jésus de 480 pages ..... Prix : **20** fr.

C'EST DE L'HISTOIRE !

POUR ETRE EN GARDE CONTRE LE BOURRAGE DE CRANES

lisez :

"...l'Abominable Vénalité de la Presse"

A. RAFFALOVITCH
Conseiller secret du Ministère des Finances

D'APRES LES DOCUMENTS DES ARCHIVES RUSSES

Un volume de 450 pages ..... Prix : **25 fr.**

qui vient d'être édité par la
LIBRAIRIE DU TRAVAIL

17, rue de Sambre et Meuse, Paris (10e). Chèque postal : Paris 43-08

Voulez-vous des ouvrages substantiels et pas chers ?

lisez les brochures de la collection "Faits et Documents" :

Robert LOUZON. — **La Déchéance du Capitalisme** ..... 0 fr. 50
VICTOR-SERGE. — **Lénine 1917** ..... 2 fr.
N.... — **Un souvenir par jour... Petit calendrier prolétarien** ..... 1 fr.
VICTOR-SERGE. — **Les coulisses d'une sûreté générale** ..... 6 fr.
Léon TROTSKY. — **Les problèmes de la guerre civile**..... 1 fr. 50
Robert LOUZON. — **Deux grands courants du capitalisme : Impérialisme et nationalisme** ..... 1 fr. 50
Pierre MONATTE et Alfred ROSMER. — **Un coup d'œil en arrière**.... 1 fr. 50
VICTOR-SERGE. — **Vie des révolutionnaires** ..... 1 fr.
Jacques PERDU. — **Les insurrections lyonnaises (1831-1834)** ..... 4 fr. 50

Tous ces livres sont adressés franco par la LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris, contre envoi de la somme correspondante à son compte de chèques-postaux : Paris, 43-08

Maison d'Edition l'EGLANTINE

PARIS, 32, rue de Grenelle

VIENNENT DE PARAITRE :

HENRI DE MAN

RÉFLEXIONS SUR L'ÉCONOMIE DIRIGÉE

Prix : **5** fr.

HENRI DE MAN

NATIONALISME ET SOCIALISME

Prix : **10** fr.

A.-E. SCHAEFFLE

LA QUINTESSENCE DU SOCIALISME

Prix : **5** fr.

E. VANDERVELDE

A TRAVERS LA RÉVOLUTION CHINOISE

Un beau volume avec photographies

Prix : **15** fr.

OTTO LEHMANN RUISBULDT

L'INTERNATIONALE SANGLANTE DES ARMEMENTS

Prix : **15** fr.